

ASIE : ces leaders politiques à la succession incertaine (1/2)

De **Pyongyang** à **Yangon**, de **Lhassa** à **Bangkok** ou encore de **Kaboul** à **Islamabad**, l'actualité politique, diplomatique et militaire paraît peu disposée à s'accorder une trêve estivale. Alors que la communauté internationale se mobilise pour tempérer les velléités va-t-en-guerre de la Corée du nord, que le concert des nations appelle la junte birmane à la raison et la Pakistan Army à poursuivre ses opérations contre les Talibans, l'Asie place sur le devant de la scène une kyrielle de leaders politiques et spirituels — aux inspirations et idéologies pour le moins dissemblables — dont la succession paraît peu ou prou assurée. Une situation qui n'est pas sans présenter quelque incertitude ; l'occasion ci-après de faire un point succinct sur le sujet.



✘ **Aung San Suu Kyi, « La Dame » sacrifiée.** Comme à pareille époque chaque année, à l'approche de son anniversaire (le 19 juin), la lointaine et impuissante communauté internationale se mobilise pour peser, sans grandes espérances, sur les épaules galonnées des généraux de la junte birmane et leur suggérer de mettre un terme à l'interminable période de résidence surveillée (14 années sur les 19 dernières écoulées !) dont le Prix Nobel de la Paix (1991) fait l'objet. En 2009, la mobilisation prend une dimension particulière, l'icône de la démocratie birmane et fer de lance de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) se trouvant actuellement devant les tribunaux — dont on imagine sans peine l'indépendance ...— suite à la rocambolesque « visite » nocturne à son domicile d'un ressortissant américain au profil improbable ; une irruption nocturne aussi inopinée que tombant à point pour une junte désireuse d'organiser en 2010 les 1^{ères} élections législatives depuis 1990 et qui, par tous moyens, entend écarter de son chemin l'emblématique porte drapeau de la démocratie. De l'issue de ce procès on attend, du côté de Yangon, peu de bonnes nouvelles ; ce procès tronqué pourrait accoucher d'une peine d'emprisonnement (convertie en assignation à résidence ?) pouvant aller jusqu'à 5 longues années. Un scénario imaginable qui, s'il émeut une population très attachée au sort de « La Dame », serait probablement insuffisant pour faire converger des centaines de milliers, des millions de birmans dans les rues de Yangon. Relevons que l'opposition démocratique birmane ne dispose que d'une seule personnalité fédératrice, **Aung San Suu Kyi**, et que cette dernière ne peut s'appuyer que sur son charisme, son image sans égale dans l'opinion intérieure, pour faire vivre l'idée, le fol espoir, d'une ouverture à terme d'un régime confisqué depuis 1962 par la junte.

✘ **Le 14^e Dalai Lama.** Sa Sainteté le Dalai Lama, 14^e autorité spirituelle bouddhiste tibétaine du nom, peine qu'il le veuille ou non à quitter les feux de l'actualité internationale, même hexagonale du reste... Au grand mécontentement de l'irascible Pékin, le représentant en exil de la communauté tibétaine, personnalité emblématique depuis un demi-siècle de l'identité tibétaine, vient tout juste, à l'occasion d'une tournée européenne, de se voir décerner la « citoyenneté d'honneur » par les édiles de Paris, ce, un semestre à peine après que le Président N. Sarkozy ait rencontré le Prix Nobel (1989) lors d'un déplacement officiel en Pologne, événement qui déclencha jusqu'en avril 2009 les foudres de Pékin et pléthore de propos menaçants. A l'image d'**Aung San Suu Kyi** et sa quête d'une parenthèse démocratique, le chef spirituel exilé en terre indienne (Dharamsala, siège du gouvernement tibétain en exil) porte quasiment seul à bout de bras, les espoirs, les rêves d'un monde meilleur de la communauté tibétaine, ventilée sur les territoires chinois et indien. Craignant (probablement à bon droit) que le processus de désignation de son successeur (le 15^e Dalai Lama) ne pâtisse d'une ingérence de Pékin, que celle-ci sélectionne le candidat sinophile de son choix, le souriant mais inquiet Tenzin Gyatso songe à bouleverser le séculaire mode de désignation du prochain leader tibétain, quitte pour cela à le choisir lui-même de son vivant ! Une piste qui gagne en crédit ces derniers mois...

✘ **Sa majesté Bhumibol Adulyadej.** A la différence des 2 personnalités évoquées ci-dessus, le monarque thaïlandais jouit d'un sort on ne peut plus confortable. Souverain vénéré par ses sujets (bouddhistes, comme en Birmanie et au Tibet...), le chef d'Etat (63 années consécutives de règne !) n'a pas à redouter grand chose des autorités civiles, guère plus des militaires. Si ces derniers sont il est vrai familiers des coups d'Etat, on peut considérer que leurs nombreuses interventions se firent avec l'aval du souverain, à l'image du dernier observé à l'été 2007.



Aung San Suu Kyi



- née en 1945 à Rangoon
- son père, le général Aung San, est assassiné en 1947
- 1960 à 1972 : vit en Inde, au Royaume uni et aux Etats-Unis
- 1972 : épouse un citoyen britannique
- 1988 : émeutes ; Aung San Suu Kyi fonde la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND).
- 1989 : assignation à résidence
- 1990 : LND remporte les élections
- 1991 : Prix Nobel de la paix.
- 2007 : répression contre le clergé.
- 2008 : cyclone Nargis (180 000 morts)
- 2009 : procès d'**Aung San Suu Kyi**.



Tenzin Gyatso,
le 14^e Dalai Lama



- né en 1935 à Takster (Amdo), Tibet
- reconnu à 2 ans comme la réincarnation du 13^e Dalai Lama
- chef de l'Etat tibétain et chef spirituel de la communauté bouddhiste
- 1949 : invasion chinoise du Tibet
- 1959 : soulèvement populaire ; exil vers Dharamsala (Inde)
- 1989 : Prix Nobel de la Paix
- 2009 : prône le dialogue avec Pékin, une large autonomie, le respect des particularités culturelles tibétaines.



Sa majesté
Bhumibol Adulyadej



- né en 1927... aux Etats-Unis
- souverain (Rama IX) et chef de l'Etat
- études en Suisse
- règne depuis 1946
- couronné en 1950
- chef d'Etat au plus long mandat
- monarque au règne le plus étiré de l'histoire thaïlandaise.
- monarque le plus fortuné du globe.

ASIE : ces leaders politiques à la succession incertaine (2/2)

Cependant, on note une certaine similarité avec les cas cités précédemment pour ce qui est de la succession. Il n'est un secret pour personne dans ce splendide pays du sud-est asiatique que si l'autorité du souverain n'a jamais fait débat chez les millions de foyers Thaïlandais, il semble en aller différemment de sa succession et des possibles options considérées. A tel point que l'hypothèse d'une fin de la monarchie constitutionnelle (passage à un format républicain ?) suivant à terme le trépas du vénéré souverain figure parmi les diverses évolutions considérées.

☒ **Du côté de Pyongyang et du *Cher Dirigeant*.** Rude transition du palais royal de l'hyperactive Bangkok aux sombres arcanes du pouvoir de Pyongyang, la mystérieuse capitale nord-coréenne de l'impénétrable Kim Jong-il. Dans ce pays défiant au seuil de l'été sa cousine méridionale (Séoul), en menaçant sans sourciller ou presque Washington et Tokyo d'un éventuel feu nucléaire si était appliquée à la lettre la dernière résolution du Conseil de sécurité des Nations unies (sanctionnant son essai nucléaire du 25 mai), la Corée du nord montre une fois encore combien elle incarne l'élément le plus imprédictible du concert des nations. Dans ce jeu dangereux de l'aventurisme balistique et nucléaire qu'elle manie vis-à-vis de ses voisins immédiats (Corée du sud ; Japon ; Chine) et de la communauté internationale (entendez surtout Etats-Unis), Pyongyang matérialise l'existence d'une menace réelle, non plus seulement virtuelle ... dans le dessein de faire monter les enchères et d'en retirer le prix (diplomatique, financier) maximum. Si cette inopportune gesticulation alternant le *rhétorique*, le *balistique* et l'*atomique* (gardons-nous d'évoquer le *dramatique*) doit probablement amener Washington à gérer le dossier nord-coréen avec les mêmes prévenances, la même insistance que les questions irakiennes, iraniennes, afghano-pakistanaïses ou moyen-orientales, il est également une dimension interne à cette débauche de postures guerrières. Se pose avec une acuité nouvelle depuis l'été dernier (cf. attaque cérébrale en août 2008) la question de l'organisation de la succession du *Cher dirigeant*, l'ombrageux Kim Jong-il. Or, quoi de mieux pour poser les termes martiaux d'une transition politique en cours et officialiser le passage de témoin qu'un grand épisode de défiance à l'endroit de « l'hostile monde extérieur » (Séoul, Tokyo, Washington)... Le *Cher Dirigeant* aurait, sa santé se dégradant, conçu la nécessité d'hâter les préparatifs de sa succession et, après avoir rappelé récemment son beau-frère près de lui (Comité de la Défense Nationale), laissé entendre que son 3^e fils, le jeune et méconnu Kim Jong-un (26 ans), était le « Dauphin » désigné avec lequel l'armée et le Parti des Travailleurs coréens devrait, à sa disparition, composer.

☒ **Quid de la junte post « Généralissime » ?** Enfin, comment ne pas revenir un instant en terre birmane et nous pencher sur une autre succession. Evoquons le sort de la junte post-Thaw Shwe, l'inoxydable « généralissime » en charge des affaires nationales depuis 1992. Dans ce pays où l'espérance de vie n'atteint pas encore 61 ans, on note que le chef de la junte a dépassé les 3/4 de siècle et, d'après diverses sources, son état de santé serait déclinant depuis des années. Or, si l'on peut lire dans sa volonté d'organiser des élections législatives en 2010 et de disposer à l'avenir d'un cadre constitutionnel pérennisant le rôle de l'armée (1/4 des sièges pour les militaires à l'Assemblée nationale) une sorte de testament politique relevant son crédit interne et extérieur (une entreprise de longue haleine...) tout en garantissant que les intérêts des siens, de ses obligés, survivent à sa disparition, pour l'heure, le flou est entretenu, avec un certain succès, sur l'individu ou le groupe d'individus (de généraux probablement) qui viendrait à assurer la relève le moment venu.

Prospective : dans cette Asie des leaders politiques aimant à conserver à tout prix le pouvoir, on eut pu encore citer le cas de l'inamovible 1^{er} ministre cambodgien Hun Sen (1/4 de siècle au pouvoir en 2010). De Pyongyang à Yangon, de Bangkok à Lhassa, il ne fait toutefois guère de doutes que la disparition des quelques personnalités ci-avant évoquées, en charge des affaires nationales ou figures de proue de l'opposition, résistants embastillés ou en exil, entrainera une cascade de bouleversements dont tous ne seront pas du goût des autorités. A commencer par le Tibet où la radicalisation des jeunes tibétains face aux maigres dividendes de la « voie médiane » prônée depuis un demi-siècle par le Dalaï Lama pourrait nourrir des accès de violence dont s'accommoderait mal Pékin. On relèvera enfin que la désignation à froid d'un « Dauphin », la nomination d'une relève digne de ce nom ne semble pas, dans cette Asie complexe, se faire avec plus de facilité et de souplesse dans les rangs des mouvements démocratiques qu'au sein des régimes autoritaires.



Kim Jong-il,
le *Cher dirigeant*



- né en 1941 ... ou 1942, en Corée du nord ... ou en Union Soviétique
- vit en Chine entre 1950 et 1960
- désigné comme héritier dès 1974
- succède à son père Kim Il Sung (le *Grand dirigeant*) en 1994
- le *Cher dirigeant* est également Secrétaire général du Parti des travailleurs coréens, et Président du Comité de la défense nationale.
- attaque cérébrale en août 2008
- aurait récemment désigné son 3^e fils, Kim Jong-un, comme « héritier ».



Le « Généralissime »
Than Shwe



- né en 1933 près de Mandalay (nord)
- postier dans sa jeunesse
- rejoint entre 1948 et 1953 l'armée coloniale birmane
- participe en 1962 au coup d'Etat militaire du Général Ne Win
- colonel en 78 ; chef d'état-major adjoint en 1985 ; vice-ministre de la Déf.
- 1988 : émeutes ; départ de Ne Win
- 1990 : élections et victoire de la LND
- 1992 : chef politique de la junte (SPDC)



Le 1^{er} ministre cambodgien
Hun Sen



- né en 1951 à Peam Koh Sna
- 1970, rejoint la lutte contre « l'impérialisme »
- sympathies vietnamiennes
- ex-colonel des Khmers rouges
- diverses fonctions ministérielles à partir de 1979
- 1^{er} min. depuis 1985
- Vice-président du Parti du Peuple Cambodgien
- réélu en 2008 pour un 4^e mandat